

505 L H 274/7

6152

(1938-39)

Avances du Trésor pour la couverture des déficits

pour 1938

Loi de finances du 31.12.38 (art. 168) (J.O. 1. 1.39)

Avances du Trésor pour la couverture des déficits (1938)

Extrait du Journal Officiel du 1er janvier 1939.

LOIS et DECRETS

Extrait de la loi portant fixation du budget général
de l'exercice 1939.

S. N. C. F. Avances du Trésor pour la couverture du déficit de 1938

Art. 168. — Le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire à la Société nationale des chemins de fer français en application de l'article 25 de la convention du 31 août 1937 pour la couverture de l'insuffisance du compte de liquidation de l'exercice 1938, est fixé, à titre provisionnel, à la somme de huit milliards cent quinze millions de francs (8.115.000.000 de francs).

Le ministre des finances est autorisé à couvrir ces avances au moyen d'emprunts ou émissions du Trésor.

Débats parlementaires du 31 déc. 1938

--
CHAMBRE

--
Discussion du projet de loi modifié par le Sénat
portant fixation du budget général de l'exercice 1939

[Article 93 quater (nouveau).]

M. le président. La commission propose d'introduire ici, sous le n° 93 *quater*, un article nouveau qui serait ainsi conçu :

« Art. 93 *quater*. — Le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire à la Société nationale des chemins de fer français en application de l'article 25 de la convention du 31 août 1937 pour la couverture de l'insuffisance du compte de liquidation de l'exercice 1938, est fixé à titre provisionnel à la somme de 8 milliards 115 millions de francs.

« Le ministre des finances est autorisé à couvrir ces avances au moyen d'emprunts ou émissions du Trésor. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 93 *quater*.

(L'article 93 *quater*, mis aux voix, est adopté.)

Débats Parlementaires

SENAT — SEANCE DU 31 DECEMBRE 1938

p. 1013

Budget de 1939

travaux de lignes nouvelles à exécuter pendant l'année 1939.

Enfin l'article 93 *octies* fixe à 40 millions le montant des travaux complémentaires de premier établissement sur les lignes d'intérêt général secondaire.

Dans leur ensemble, les chiffres indiqués dans ces cinq articles marquent une réduction sensible par rapport aux chiffres correspondants de l'an dernier et témoignent ainsi de l'effort très sérieux d'économies prévu par la Société nationale des chemins de fer en matière de dépenses d'établissement.

Votre commission vous demande d'adopter ces cinq articles sans modifications.

Les articles 93 *ter* et 93 *quater* posent au contraire des problèmes assez délicats et m'amènent à vous rappeler sommairement le régime actuel des chemins de fer.

Vous savez que la convention fondamentale du 31 août 1937 prévoit que l'équilibre de la Société nationale des chemins de fer sera réalisé en deux étapes: le petit équilibre, c'est-à-dire l'équilibre du compte d'exploitation devait être obtenu dès l'année 1938; le grand équilibre, c'est-à-dire l'équilibre intégral des recettes et des dépenses, y compris les charges financières devait ensuite être réalisé progressivement dans un délai de cinq ans à partir du 1^{er} janvier 1939, ces charges financières étant réintégrées dans les comptes de la société à raison d'un cinquième chaque année et le surplus étant supporté par le Trésor.

Aux termes de l'article 18 de la convention, le conseil d'administration de la société est tenu de faire face, par des augmentations ou aménagements de tarifs, à défaut d'économies suffisantes, à l'équilibre défini ainsi qu'il vient d'être dit.

Le Gouvernement, dans le cas où il fait opposition à l'application des mesures d'équilibre proposées, doit demander immédiatement au Parlement le vote d'un crédit budgétaire correspondant.

L'article 25 de la même convention dispose que si, en fin d'exercice, le compte de liquidation fait apparaître une insuffisance, celle-ci sera couverte, d'abord par les ressources du fonds de réserve, ensuite par des avances du Trésor qui doivent être échelonnées aussi régulièrement que possible entre le 1^{er} janvier et le 30 juin de l'exercice suivant. Dans la mesure où ces avances dépassent le montant des charges financières non encore incorporées dans l'équilibre de la société, elles doivent être remboursées au Trésor, par la Société nationale, avant le 31 décembre de l'exercice suivant celui au cours duquel elles ont été consenties.

Ainsi que votre commission des finances l'a souligné dans son rapport général, l'esprit, sinon exactement la lettre, de la convention n'ont pas été respectés en 1938. Dès la fin du premier semestre, en effet, il apparaissait clairement que le petit équilibre ne serait pas réalisé. Votre commission croit savoir que la Société nationale a fait à cette époque les propositions prévues par l'article 18 mais que le Gouvernement, n'ayant pas cru devoir les accepter, elle les a ensuite retirées sans qu'une opposition officielle ait été faite. De ce fait, le Gouvernement s'est jugé dispensé de demander au Parlement l'ouverture des crédits budgétaires prévus par ce même article 18.

Le déficit du compte d'exploitation est ainsi allé en s'aggravant et, compte tenu de la valeur des prestations faites par les chemins de fer à l'administration des postes, prestations qui, d'après l'article 20 de la convention, auraient dû lui être normalement remboursées et ne l'ont pas

M. Abel GARDEY

Nous avons maintenant à examiner sept articles numérotés 93 *bis* à 93 *octies* et concernant les chemins de fer.

Cinq de ces articles ne soulèvent aucune difficulté particulière: ce sont des dispositions que nous retrouvons chaque année dans la loi de finances.

L'article 93 *bis* fixe à 1.039 millions le montant maximum des émissions d'obligations que la Société nationale, ou éventuellement les anciens réseaux, sont autorisés à effectuer pour couvrir les dépenses d'exploitation.

L'article 93 *quinqies* autorise la Société nationale des chemins de fer à passer en 1939 des commandes de matériel roulant neuf pour le montant de 580 millions sur lesquels 240 millions pourront être payés au cours de l'année.

Les articles 93 *sexies* et *septies* limitent respectivement à 410 millions et 21 millions les montants des travaux complémentaires de premier établissement, et des

été, ce déficit s'élèvera à 3.015 millions environ.

Le Gouvernement nous demande aujourd'hui, et c'est l'objet de l'article 93 *quater*, d'autoriser le Trésor à avancer à la Société nationale, conformément aux dispositions de l'article 25 de la convention, la somme de 8.115 millions qui représentera le solde du compte de liquidation de l'exercice 1938 et qui se décompose ainsi:

| | |
|--|------------------------|
| Charges financières des anciens réseaux..... | 3.800 millions. |
| Perte au change et divers | 1.300 millions. |
| Déficit d'exploitation... | 3.015 millions. |
| Total..... | 8.115 millions. |

On voit ainsi que les avances demandées au Trésor n'atteignent un chiffre aussi élevé que parce que les intentions formelles des auteurs de la convention du 31 août 1937 n'ont été respectées ni en ce qui concerne les mesures d'équilibre, ni en ce qui concerne le remboursement par l'administration des postes.

A concurrence d'environ 3 milliards, les avances que l'on nous demande d'autoriser proviennent en réalité de manquements à la convention.

Par ailleurs, il est extrêmement douteux pour ne pas dire impossible que la somme de 3.015 millions puisse être remboursée par la Société nationale à l'Etat avant le 31 décembre 1940, comme le voudrait l'article 25 de la convention. Sur ce point encore, un troisième manquement à la convention est à craindre.

Malgré ces critiques, votre commission ne croit pas pouvoir vous demander de rejeter l'article 93 *quater* car une telle décision constituerait une nouvelle violation de la convention. Les termes de l'article 25 sur lesquels s'appuie la demande du Gouvernement sont, en effet, tout à fait généraux et ne spécifient en rien l'origine du déficit du compte de liquidation à couvrir par le Trésor.

Quant à l'article 93 *ter*, il tend à reporter du 1^{er} janvier 1939 au 1^{er} janvier 1940 le début de la période de cinq ans au cours de laquelle les charges financières doivent être progressivement réintégrées dans l'équilibre de la Société nationale.

Votre commission, tout en ne s'opposant pas au vote de l'article 93 *ter*, croit devoir présenter l'observation suivante:

Cette mesure ne constitue-t-elle pas une violation de la convention du 31 août 1937? Le Gouvernement indique dans l'exposé des motifs de sa lettre rectificative que les signataires de la convention autres que l'Etat auraient donné leur adhésion à ce report d'un an, mais le texte de cet accord ne lui a pas été communiqué. En tout cas, il ne revêt pas le caractère officiel et solennel d'un avenant à la convention.

M. le ministre des travaux publics entendu, a déclaré qu'à son avis la convention du 31 août 1937 devrait nécessairement être modifiée. Nous lui demandons de vouloir bien soumettre le plus rapidement possible à l'approbation législative, l'avenant qui est nécessaire.